

COMMUNIQUÉ

Rapport de l'OCDE : la réforme des lycées pros à rebours de l'intérêt général et de l'intérêt des jeunes

Le rapport de l'OCDE, *Regard sur l'Éducation*, est un document qui fournit des analyses globales sur l'état de l'Éducation dans le monde. Il couvre plusieurs thématiques sur l'École, en particulier celle très explosive des salaires. Cette année, sa particularité est de mettre aussi l'accent sur l'enseignement et la formation professionnels. Et au regard des analyses, on peut aisément mesurer que la réforme des lycées pros est à rebours des attendus et des préconisations de l'OCDE, de l'intérêt des jeunes – en particulier sur les filières tertiaires, et plus largement des besoins en main d'œuvre qualifiée dans le pays.

Alors que le rapport rappelle que les salaires « sont un déterminant important de l'attractivité de la profession » et qu'ils jouent un rôle important sur la qualité de la formation, le déclassement salarial des enseignants français par rapport à leurs voisins européens est de nouveau pointé. Ce rapport tombe à point nommé ! Le SNUEP-FSU, avec les syndicats de la FSU, saura rappeler l'exigence de la profession d'une revalorisation salariale sans condition lors des concertations « attractivité » organisées par le ministère. C'est évidemment une question de justice sociale mais c'est aussi un sujet de la plus haute importance pour les élèves car, selon le rapport de France stratégie, sans choc ministériel, il manquera « 67 000 enseignant·es à l'horizon 2030 ».

Ce rapport de l'OCDE affirme aussi à plusieurs reprises l'importance et le rôle déterminant des diplômes professionnels : plus protecteurs contre le chômage, ils contribuent toujours à un accès amélioré à l'emploi. Il confirme aussi divers résultats déjà pointés par d'autres études : plus les jeunes sont diplômés, plus ils sont maintenus en emploi. Or la réforme des lycées pros va aggraver la réussite des jeunes aux épreuves du bac pro et du CAP car elle ne prévoit pas de revenir sur les pertes horaires en enseignement général orchestrées par la réforme Blanquer. Et pire, C. Grandjean persiste dans cette même logique de renoncement scolaire aussi pour les disciplines professionnelles. Augmenter les périodes de stage en terminale, c'est diminuer d'autant le temps d'école pour toutes les disciplines. C'est donc faire un pari fou et dangereux sur la diplomation de la jeunesse lycéenne la plus fragile scolairement. Alors que le rapport préconise d'améliorer l'accès aux diplômes « post-secondaire », la réforme des lycées pros veut les camper dans un bac +1 (Certificats de spécialisation de niveau bac pro) très aléatoire et sans ambition aucune, en particulier car ils seront uniquement financés par le pacte !

La partie la plus emblématique de ce rapport concerne certainement les passages sur les filières professionnelles tertiaires où il est clairement écrit que l'enseignement du tertiaire est important car attractif puisqu'il permet aux jeunes de poursuivre des études et aussi, pour les diplômé·es en emploi, de changer plus facilement d'orientation au cours de leur carrière. Ces analyses, plusieurs fois mentionnées, démontrent à quel point le choix de C. Grandjean de fermer ces filières en priorité en France relève d'une hypocrisie et d'un dogmatisme pervers. Ces fermetures déjà calibrées et voulues rapides poursuivent un objectif caché et dangereux pour les personnels et les jeunes : alimenter les CFA d'entreprise type Mac Do qui ne recrutent pas et répondre aux exigences des grandes entreprises dans les secteurs d'activité en pénurie de main d'œuvre.

Le SNUEP-FSU rappelle que la formation professionnelle des jeunes doit être solide et équilibrée et bénéficier de moyens humains et financiers pour que tous accèdent à un premier niveau de qualification par un diplôme. Le SNUEP-FSU dénonce la réforme des lycées pros et appelle les personnels à résister d'emblée en refusant le pacte et en échangeant dans les établissements pour créer, dès à présent, les conditions de mobilisations réussies pour faire de nouveau reculer le ministère sur ce projet de démantèlement de nos lycées pros.